

**POLE LOGISTIQUE
SERVICE ACHAT**

Pouvoir adjudicateur

CPAM de la Loire-Atlantique
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9

Contact administratif et technique :
Mamadou THIAM
achats441@assurance-maladie.fr

n°2025-06

Marché de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire seule ou accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

Accord cadre passé selon la procédure adaptée, en application des articles L.2113-15 et R.2123-1 du code de la commande publique relatifs aux services sociaux et autres services spécifiques et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Règlement de la consultation

Date et heure limites de remise des offres : **16/05/2025 à 12h00.00**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Pouvoir adjudicateur	3
ARTICLE 2. Objet du marché	3
ARTICLE 3. Conditions de la consultation	3
3.1. Variantes	3
3.2. Forme de l'accord-cadre	3
3.3. Décomposition en lots	3
3.4. Durée	3
3.5. Modification de détail au dossier de la consultation	3
3.6. Proposition des prix	3
3.7. Délai de validité des offres	4
ARTICLE 4. Présentation des offres	4
4.1. Interdiction de présenter des offres à plusieurs titres	4
4.2. Document à produire	4
4.2.1. Au stade de la candidature	4
4.2.2. Au stade de l'offre	5
4.2.3. Par le candidat pressenti Titulaire	5
ARTICLE 5. Transmission des offres	5
5.1. Dématérialisation des offres	5
5.2. Plis hors délai	6
5.3. Signature électronique	6
5.4. Copie de sauvegarde	6
ARTICLE 6. Jugement des offres	7
6.1. Offres irrégulières, inacceptables et inappropriées	7
6.2. Offres anormalement basses	7
6.3. Critères et modalités de jugement des offres	7
6.3.1. Critères	7
6.3.2. Méthodologie employées pour l'analyse des offres	8
6.4. Mise au point du marché	8
ARTICLE 7. Litiges – juridiction compétente	8

ARTICLE 1. Pouvoir adjudicateur

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Loire-Atlantique, désignée comme Pouvoir Adjudicateur, est représentée par son Directeur 9 rue Gaëtan Rondeau 44958 Nantes Cedex 9.

ARTICLE 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire seules ou accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

ARTICLE 3. Conditions de la consultation

3.1. Variantes

Le présent marché est lancé sans possibilité de variante.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord cadre à bons de commandes mono-attributaire, s'exécutant en fonction des besoins du Pouvoir Adjudicateur et prévoit un montant maximum de : **352.000 € TTC**.

Accord-cadre passé selon la procédure adaptée, en application des articles L.2113-15 et R.2123-1 du code de la commande publique relatifs aux services sociaux et autres services spécifiques (dérogeant ainsi à la procédure d'appel d'offre) et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du Régime Général.

Code CPV : 85000000-9

3.3. Décomposition en lots

Le présent marché ne fait pas l'objet d'allotissement. La dévolution en lots séparés pourrait restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

3.4. Durée

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelé annuellement à sa date anniversaire, par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Si l'une ou l'autre des parties souhaite mettre fin au marché à la date d'échéance de ce dernier, celui-ci est résilié après un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.5. Modification de détail au dossier de la consultation

Le candidat doit, pour tout complément d'information ou signalement d'anomalie constaté dans le dossier de consultation, poser ses questions sur le site PLACE en cliquant sur le lien « Poser une question » qui se trouve dans le bloc 2.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat doit alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Conformément à l'article R.2151-4 du code de la commande publique, en cas de modifications majeures apportées aux documents de la consultation le Pouvoir Adjudicateur publie un avis rectificatif et laisse aux candidats un nouveau délai minimal de réponse en prolongeant la date initiale de remise des offres.

3.6. Proposition des prix

Le candidat est tenu de joindre un Acte d'Engagement, dûment rempli.

Toute offre incomplète ou modifiée peut être déclarée irrecevable.

Les offres se font dans l'unité monétaire euro.

3.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120), à compter de la date limite de remise des offres arrêtée au **16/05/2025 à 12h00.00**.

ARTICLE 4. Présentation des offres

Les offres sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Le candidat produit un dossier complet se référant à l'article 4.2 du présent Règlement de Consultation.

L'attention du candidat est attirée sur la nécessité de compléter tous les documents et rubriques demandés. Il doit accepter l'ensemble des dispositions du dossier de consultation.

Aucune réserve ni aucun complément aux documents du marché ne sont acceptés.

4.1. Interdiction de présenter des offres à plusieurs titres

L'offre est présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, l'attributaire adopte la forme souhaitée par le Pouvoir Adjudicateur qui est celle du groupement solidaire. Cette solidarité permet au Pouvoir Adjudicateur d'avoir la garantie que, quelle que soit la défaillance de l'un des membres du groupement, le marché sera exécuté.

L'Acte d'Engagement prend alors la forme d'un document unique portant le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

4.2. Document à produire

4.2.1. Au stade de la candidature

Au titre de leur capacité juridique, les candidats produisent les documents suivants :

- Une lettre de candidature (ou formulaire DC1) téléchargeable à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation,
- Une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat :
 - o n'entre aucun des motifs d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique,
 - o qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle et qu'il n'est pas admis en redressement judiciaire.

Déclaration téléchargeable à l'adresse :

https://www.odhac.fr/images/actualites/ATTESTATION_SUR_LHONNEUR.pdf

Au titre de leur capacité financière, les candidats produisent :

- o Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activités concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des 3 derniers exercices (ou formulaire DC2) téléchargeable à l'adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-dessus.

Il est précisé que les candidatures sont examinées au regard de l'ensemble de documents demandés et des capacités juridique et financière.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir Adjudicateur constate que les pièces mentionnées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui est fixé ultérieurement par le Pouvoir Adjudicateur conformément à l'article R.2144-6 du code de la commande publique.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées ci-dessus dans le délai imparti ne sont pas admis à candidater à la présente consultation.

4.2.2. Au stade de l'offre

Les documents à joindre obligatoirement à l'offre sous peine d'irrecevabilité sont :

- L'Acte d'Engagement, entièrement renseigné, sans aucune modification ni rature,
- Le mémoire technique dûment complété établi selon le cadre technique fourni par le Pouvoir Adjudicateur. Etant précisé que le mémoire technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique.

4.2.3. Par le candidat pressenti Titulaire

Le candidat pressenti Titulaire ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition qu'il produise les documents énumérés ci-dessous :

- les certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de trois (3) mois,
- la liste nominative des salariés étrangers employés,
- la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- l'attestation d'assurance en cours de validité.

A cet effet, un délai de 5 (cinq) jours maximal courant à partir de la réception du mail de demande est laissé au candidat pour fournir l'ensemble de ces documents et certificats.

A défaut de production desdits certificats dans le délai imparti, l'offre du candidat est rejetée et la même demande est faite auprès du candidat classé en deuxième position dans le classement des offres.

Tous ces documents sont également à produire par les sous-traitants.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus doivent être produits pour chacun des membres du groupement.

ARTICLE 5. Transmission des offres

5.1. Dématérialisation des offres

Les candidatures et les offres doivent être déposées par voie électronique sur la plateforme.

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat est invité, pour télécharger le DCE, à s'identifier sur la plateforme. En effet, en cas de téléchargement anonyme ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, il n'est pas informé des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers...) et doit en assumer l'entière responsabilité dans l'élaboration de son offre.

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail en plus de ses logiciels bureautiques habituels, des outils nécessaires afin d'être en mesure de déposer sa candidature et son offre sous format électronique.

Les pré-requis sont à consulter sur la plateforme, PLACE via le lien :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cliquer sur « se préparer à répondre », « testez la configuration de mon poste » puis « lancez le test de configuration de mon poste ».

Assistance : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, ou en cas de problème au moment du dépôt des plis, le candidat contacte le service support sur la plateforme PLACE dans l'onglet Aide et assistance. Il est également possible de se référer au manuel opérateur mis à disposition sur la plateforme PLACE dans l'onglet Aide et Guide d'utilisation.



Il est recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour déposer leur offre sur la plateforme et de prévoir un délai minimum de plusieurs heures pour le téléchargement des pièces.

5.2. Plis hors délai

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne sont pas retenus.

5.3. Signature électronique

La signature des actes électroniques n'est pas obligatoire lors de la transmission du pli. Si l'Acte d'Engagement n'est pas signé électroniquement, en cas d'attribution du marché, il est demandé au Titulaire de transmettre les actes re-matérialisés au format papier et signés par une personne habilitée. Le Titulaire dispose d'un délai de 5 (cinq) jours calendaires à compter de la date de cette demande pour procéder à l'envoi des documents.

Aussi, par la remise de son offre, le candidat accepte, sans aucune modification, les dispositions précisées dans l'ensemble des pièces constitutives du marché. Il n'est acceptée aucune modification ou réserve entre la notification et la signature de l'Acte d'Engagement.

Les offres signées électroniquement doivent répondre aux conditions prévues à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

La liste des prestataires de certification agréée est disponible à l'adresse suivante :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

Dans tous les cas, les certificats de signature doivent être de niveau ** ou *** et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge du candidat, tout comme les frais d'accès au réseau.

5.4. Copie de sauvegarde

Le candidat est autorisé à effectuer à la fois une transmission électronique et une copie de sauvegarde (clé USB) après s'être assuré de sa lisibilité.

La copie de sauvegarde est envoyée sous pli scellé faisant apparaître l'intitulé et le numéro du marché avec la mention « copie de sauvegarde – ne pas ouvrir ». Elle parvient au Pouvoir Adjudicateur avant les dates et heure limites indiquées sur le présent règlement, et n'est ouverte qu'en cas de problème technique rencontré au cours de l'ouverture électronique de l'offre dématérialisée (virus, autres).

La copie de sauvegarde est à envoyer **au plus tard à la date limite de remise des offres soit 16/05/2025 à 12h00.00**

- à l'adresse suivante :

**Caisse primaire d'assurance maladie de Loire-Atlantique.
A l'attention du service Achats et Marchés.
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9**

Il est précisé au candidat, conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018, que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les délais impartis, est ouverte dans les conditions suivantes :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et/ou les offres transmises par voie électronique sur le profil acheteur,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres,
- lorsqu'un problème technique émanant de la plateforme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le candidat, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le candidat doit prouver par tout moyen qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plateforme. L'attention du candidat est attirée sur le fait que le dysfonctionnement résulte entièrement de la plateforme et ne doit pas être lié à une mauvaise configuration de son poste, des filtres de sécurité ou de tout autre motif de son fait.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'a été transmise, et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à l'offre, l'offre contenue dans le document électronique concerné est alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Le pli contenant la copie de sauvegarde que le Pouvoir Adjudicateur n'a pas eu besoin d'ouvrir est détruit.

Si le candidat envoie plusieurs offres, seule la dernière proposition est prise en compte et étudiée.

ARTICLE 6. Jugement des offres

6.1. Offres irrégulières, inacceptables et inappropriées

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sont éliminées. Cependant le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité au sens des articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique de permettre aux candidats concernés de régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse.

6.2. Offres anormalement basses

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, dans le cas où l'offre d'un candidat paraît anormalement basse, ce dernier doit être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui lui sont demandées. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier le bas niveau du prix, l'offre est rejetée. Il en est de même en l'absence de réponse dans les délais déterminés.

6.3. Critères et modalités de jugement des offres

6.3.1. Critères

1/ La valeur du mémoire technique pour 80 %

Sous critère techniques	Points (70)
Organisation mis en œuvre pour garantir une bonne exécution des prestations : <ul style="list-style-type: none">- Description du titulaire, de ses compétences dans le domaine de l'animation- Une méthodologie rappelant le descriptif de l'action, le matériel utilisé et justifiant la faisabilité de l'action. Les outils utilisés pour l'animation.- Les outils utilisés pour l'animation	40 points
Moyens humains et matériels affectés aux prestations (Fournir par catégorie professionnelle, le nombre de personnes, les qualifications, les diplômes) : <ul style="list-style-type: none">- Moyens humains pour les séances de sensibilisation- Moyens humains utilisés pour les séances de dépistages	20 points
Engagement environnementale et social : <ul style="list-style-type: none">- L'implication dans l'emploi de durée indéterminée et l'embauche ou actions en faveur de travailleurs handicapés, l'accès des personnes en difficulté à l'emploi.- le respect des directives européennes relatives au recyclage des déchets et à son impact sur l'environnement.	5 points
Divers : <ul style="list-style-type: none">- Le détail des territoires d'intervention,- Le rapport d'activité de l'année,- Les comptes de bilan et de résultat de l'exercice N pour l'ensemble de l'association, signés par le président ou toute personne habilitée.	5 points

2/ Le prix pour 20 %

6.3.2. Méthodologie employées pour l'analyse des offres

Etape 1 - Vérification de la conformité de la réponse par rapport aux spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Une offre est conforme si elle satisfait aux exigences techniques et aux besoins du Pouvoir Adjudicateur, exprimés dans le présent document.

Etape 2 - Vérification des montants indiqués.

En cas d'erreur constatée, le Pouvoir Adjudicateur demande au candidat de procéder à une régularisation en lui indiquant la ligne sur laquelle se trouve l'erreur au sens de l'article R.2152 du code de la commande publique. La concordance est une notion différente de la conformité dans la mesure où elle n'est pas éliminatoire.

Etape 3 – Valeur du mémoire technique pour 80%

La note examinée du candidat x coef. de pondération de 80%
70

Etape 4 - Examen tarifaire pour 20%

Le prix le plus bas _____ x coef. de pondération de 20%
Le prix examiné du candidat

Tous les calculs et le résultat de la pondération sont arrondis à 3 chiffres après la virgule.

Etape 5 - Classement des offres.

Le classement des offres s'effectue en additionnant les résultats obtenus aux étapes 3 et 4. En cas d'égalité, la note du mémoire technique est déterminante.

Après examen de l'ensemble des offres, si le Pouvoir Adjudicateur estime ne pas avoir l'offre la mieux disante, il se donne la possibilité d'engager des négociations avec les 3 premiers candidats.

Au terme de la négociation, le Pouvoir Adjudicateur attribue le marché au candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, ce à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents mentionnés à l'article 4.2.3 du présent Règlement de Consultation, si celui-ci ne les a pas fournis dans son pli de candidature et si aucun désaccord ne subsiste sur les caractéristiques essentielles du marché.

6.4. Mise au point du marché

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur et le candidat retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

ARTICLE 7. Litiges – juridiction compétente

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC. Les parties peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. Le tribunal compétent pour connaître les contestations relatives aux obligations de publicité et de mise en concurrence du pouvoir adjudicateur, lors de la passation des contrats de droit privé relevant de la commande publique est le tribunal judiciaire de Rennes.

Tribunal judiciaire de Rennes
7 rue Pierre ABELARD 35000 Rennes

En cas de contentieux lors de l'exécution du marché, le tribunal compétent est le Tribunal judiciaire de Nantes.

Tribunal d'Instance de Nantes
19, quai François Mitterrand
44921 Nantes cedex 9